

Transportation du grain de l'Ouest—Loi

n'apprends rien au ministre en lui disant que le rapport Gilson a été favorablement accueilli dans bien des régions de l'Ouest, surtout celles qui se spécialisent dans l'élevage. Elles auraient accepté à la rigueur sa proposition de 50/50, mais quand le caucus québécois est intervenu publiquement pour signifier son opposition et menacer de faire tomber le gouvernement, les gens de l'Ouest l'ont bien mal accepté. Nous avons du mal à rester fédéralistes. Le ministre doit en tenir compte.

● (1730)

Nous devons favoriser la concurrence, car les sociétés ferroviaires ont toujours joui d'un monopole dans l'Ouest. Nous connaissons tous des cas d'injustices commises par le CP. Mais si nous avions donné l'argent aux producteurs, une certaine concurrence aurait été possible. En Alberta, on a fait énormément de recherches pour mettre au point des dirigeables gonflés à l'hélium pour acheminer le matériel dans le Nord en passant par-dessus les fondrières. Ce mode de transport pourrait servir sur une très grande échelle. Il n'est pas déraisonnable de penser que dans dix ans on pourra utiliser un réseau de pipe-lines. Rien de plus facile. Nous savons, par exemple, que les gens ont besoin d'eau. Nous pourrions nous servir de pipe-lines pour acheminer l'eau et le grain jusqu'en Californie. Nous pourrions l'expédier sous forme de protéine et non pas de grain entier. Mais le projet de loi que nous étudions ne fait que renforcer encore davantage le monopole dont jouissent les sociétés ferroviaires. Ce n'est pas une mesure globale. On a l'impression qu'il s'agit d'un complot entre le NPD et la «National Farmers Union» pour venir en aide au CP.

M. Nystrom: Oh, oh!

M. Thacker: Le NPD veut lui verser les subventions. Moi, je préfère payer les agriculteurs. Cette mesure va faire grimper les coûts de production des vrais céréaliculteurs. J'ai pris la peine d'en discuter avec certains producteurs de ma circonscription et ils m'ont dit, en toute franchise, que le bénéfice net qu'ils réalisaient actuellement équivalait exactement à l'avantage que représentait le tarif du Corbeau. Le prix du grain est passé de plus de \$6 en 1980-1981 à \$4.63 le boisseau. Les frais d'exploitation ont augmenté, dans bien des cas, de 150 à 200 p. 100. C'est surtout, selon eux, à cause des taxes sur le carburant que le seul revenu qui leur reste, c'est la différence que représente le tarif du Corbeau. Ils m'ont dit qu'ils ne pouvaient pas payer un sou de plus et je n'ai pas de mal à les croire.

En outre, ce projet de loi protège les syndicats du blé en tant qu'institution. Les dirigeants de ces syndicats, veillant aux intérêts de celle-ci, ont jugé qu'il fallait à tout prix la protéger. Cela me paraît équitable. Ils ont parfaitement le droit d'agir ainsi, mais il n'a pas été très sage de la part des dirigeants des syndicats de chercher à rallier à leur cause l'UPA de leur province, surtout compte tenu du document préparé par le gouvernement, selon lequel les changements proposés au tarif du Nid-de-Corbeau n'auraient pas d'effets négatifs au Québec. Leur initiative n'a vraiment pas été des plus avisées, car elle a provoqué d'énormes problèmes chez les gens de l'Ouest qui sont prêts à lutter pour sauvegarder leur pays. Bien que le procédé ait été honnête, je n'en pense pas moins qu'il n'était pas sage. Loin de moi l'idée de contester l'honnêteté ou l'intégrité de ces gens, mais il me semble qu'on accorde désormais une plus grande importance à l'institution que sont les syndicats du blé

qu'aux agriculteurs mêmes. Ce projet de loi freinera la restructuration qui doit à tout prix s'opérer dans les plaines de l'Ouest si l'on veut que l'ensemble du pays puisse concurrencer convenablement les États-Unis, l'Australie et d'autres pays.

D'autres députés ont fait allusion à la limitation de la production à 31 millions de tonnes. Cela décourage sans aucun doute la production dans les Prairies. On va ainsi à l'encontre de la stratégie agro-alimentaire du ministre de l'Agriculture. J'ai très hâte d'ailleurs de lui poser certaines questions à ce sujet.

Enfin, le projet de loi C-155 ne reflète pas les compromis souhaités à l'origine dans les recommandations du rapport Gilson. Nous avons réunis ces 60 à 70 groupes qui ont passé maintes et maintes heures à essayer d'en arriver à un compromis. Mais l'on a simplement préféré donner priorité à la politique. C'est vraiment là un coup bas. Si j'étais membre de l'un de ces groupes, je me sentirais tout d'abord blessé, puis ensuite viendrait la colère. Ces gens parlent au nom de tous les agriculteurs de l'Ouest. Pourquoi ne donnons-nous pas suite à leurs recommandations? Nous avons choisi la pire des solutions— nous avons élargi le monopole des chemins de fer, nous avons cessé de diversifier notre bétail, nous n'avons rien prévu pour venir en aide au secteur de la transformation secondaire, et enfin nous avons négligé de faire quoi que ce soit pour améliorer notre compétitivité, que ce soit à l'échelle nationale ou internationale.

Les ministres de l'Agriculture et du Développement économique régional de l'Alberta l'ont expliqué très clairement au ministre fédéral des Transports dans une lettre où ils ont énuméré très poliment les mesures qui allaient décourager les éleveurs. Il conviendrait donc de modifier ce plan, car à moins d'aider les secteurs de l'élevage ou de la transformation secondaire, celui-ci ne sera pas propice au pays dans son ensemble. Nous devrions permettre à nos éleveurs de mener une saine concurrence sur les marchés américains. Si tel était le cas, nous aurions plus de richesses que nous n'avons jamais eues pour répartir entre nos concitoyens.

Des voix: Bravo!

M. Lewycky: Monsieur le Président, je voudrais poser une question au député de Lethbridge-Foothills (M. Thacker). Il a déclaré dans son intervention que nous nous faisons battre à plate couture sur la scène internationale. Le député sait-il, par exemple, que le département de l'agriculture des États-Unis reproche au Canada d'avoir accaparé une plus grande partie du marché actuel grâce aux subventions que le gouvernement verse aux agriculteurs pour les inciter à réduire leurs emblavures? Sait-il que les États-Unis se plaignent de ce que nous accroissons notre part du marché international? S'il se doutait de tout cela ainsi que des subventions versées aux agriculteurs, comment s'imaginerait-il que nos agriculteurs vont pouvoir affronter la concurrence internationale? Si on leur verse des sommes supplémentaires en surcroît du tarif du Nid-de-Corbeau pour le transport du grain, comment vont pouvoir concurrencer les agriculteurs d'autres pays?

M. Thacker: En fait, monsieur le Président, quand le système n'est plus efficace, le coût de livraison au port de mer dépasse largement celui des autres pays auxquels nous faisons concurrence. Il faut tout faire pour que le système soit efficace. Par exemple, il faut tout faire à la ferme—c'est chose faite—et